

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/FIN/W/12/Add.41

4 décembre 1997

(97-5348)

Comité du commerce des services financiers

Original: anglais

COMMUNICATION DU KOWEÏT

Offre initiale sur les services financiers

Addendum

La communication ci-après est distribuée à la demande du Koweït aux membres du Comité du commerce des services financiers.

L'Etat du Koweït présente ci-après son offre sur les services financiers au titre de l'Accord général sur le commerce des services.

Cette offre est conditionnelle. L'Etat du Koweït se réserve le droit de modifier ou de retirer tout ou partie de ses engagements spécifiques concernant les services financiers à tout moment avant le 12 décembre 1997.

KOWEIT
OFFRE INITIALE SUR LES SERVICES FINANCIERS

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
A. Acceptation de dépôts et d'autres fonds remboursables du public	1) Non consolidé	1) Non consolidé		
	2) Néant	2) Néant		
	3) Non consolidé, sauf ce qui suit: - Pour les banques étrangères dont le gouvernement koweïtien ou des établissements financiers ou bancaires koweïtiens sont actionnaires, une décision préalable du Conseil des ministres est nécessaire dans chaque cas.	3) Non consolidé, sauf pour les deux cas indiqués au point 3) de la colonne n° 1 concernant ce sous-secteur		
	- La participation étrangère au capital des banques koweïtiennes ne doit pas dépasser 40 pour cent du capital. 4) Non consolidé, sauf pour les deux cas indiqués au point 3) ci-dessus	4) Non consolidé, sauf pour les deux cas indiqués au point 3) de la colonne n° 1 concernant ce sous-secteur		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
B. Prêts de tout type, y compris crédit à la consommation, crédit hypothécaire, affacturage et financement de transactions commerciales	<p>1) Non consolidé, sauf pour la participation à des prêts consortiaux par l'intermédiaire de banques koweïtiennes ou de sociétés d'investissement koweïtiennes</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Non consolidé, sauf pour les deux cas indiqués au point 3) de la colonne n° 1 concernant le sous-secteur A</p> <p>4) Non consolidé, sauf pour les deux cas indiqués au point 3) de la colonne n° 1 concernant le sous-secteur A</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Non consolidé, sauf pour les deux cas indiqués au point 3) de la colonne n° 1 concernant le sous-secteur A</p> <p>4) Non consolidé, sauf pour les deux cas indiqués au point 3) de la colonne n° 1 concernant le sous-secteur A</p>	
C. Crédit-bail	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Non consolidé sauf:</p> <p>- pour les deux cas indiqués au point 3) de la colonne n° 1 concernant le sous-secteur A;</p> <p>- pour la prise de participation dans une société d'investissement koweïtienne, à condition que la participation étrangère (autre que de ressortissants de pays du Conseil de coopération du Golfe) ne dépasse pas 49 pour cent du capital de la société.</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Non consolidé, sauf pour les cas indiqués au point 3) de la colonne n° 1 concernant ce sous-secteur</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
D. Tous services relatifs aux règlements et aux transferts	<p>4) Non consolidé, sauf pour les cas indiqués au point 3) ci-dessus</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Non consolidé, sauf:</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les deux cas indiqués au point 3) de la colonne n°1 concernant le sous-secteur A; - pour la prise de participation dans une société koweïtienne spécialisée dans les transactions sur devises, à condition que la participation étrangère (autre que de ressortissants de pays du Conseil de coopération du Golfe) ne dépasse pas 49 pour cent du capital de la société. <p>4) Non consolidé, sauf pour les cas indiqués au point 3) ci-dessus</p>	<p>4) Non consolidé, sauf pour les cas indiqués au point 3) de la colonne n°1 concernant ce sous-secteur</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Non consolidé, sauf pour les cas indiqués au point 3) de la colonne n°1 concernant ce sous-secteur</p> <p>4) Non consolidé, sauf pour les cas indiqués au point 3) de la colonne n°1 concernant ce sous-secteur</p> <p>1), 2), 3) et 4) Comme pour le sous-secteur C</p>	
E. Garanties et engagements	<p>1), 2), 3) et 4) Comme pour le sous-secteur C</p>		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
F. Opérations pour compte propre ou pour compte de clients, que ce soit sur le marché financier, sur un marché hors cote ou autre, sur: - instruments du marché monétaire (y compris chèques, effets, certificats de dépôt) - devises - produits dérivés, y compris, mais non exclusivement, instruments à terme et options - instruments du marché des changes et du marché monétaire, y compris swaps, accords de taux à terme - valeurs mobilières négociables - autres instruments et actifs financiers négociables, y compris or	1), 2), 3) et 4) Comme pour le sous-secteur C	1), 2), 3) et 4) Comme pour le sous-secteur C		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>G. Participation à des émissions de tout type de valeurs mobilières, y compris garantie et placement en qualité d'agent (dans le public ou à titre privé) et prestations de services financiers relatifs à ces émissions</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Non consolidé, sauf:</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les deux cas indiqués au point 3) de la colonne n° 1 concernant le sous-secteur A; - pour la prise de participation dans une société d'investissement koweïtienne, à condition que la participation étrangère (autre que de ressortissants de pays du Conseil de coopération du Golfe) ne dépasse pas 49 pour cent du capital de la société; - pour la garantie et l'échange de valeurs mobilières étrangères (actions, obligations, titres de placement collectif, etc.), qui ne sont autorisés au Koweït qu'après la délivrance de la licence nécessaire par le Ministre du commerce et de l'industrie, par l'intermédiaire d'un agent koweïtien et, si cet agent est sous la supervision de la Banque centrale koweïtienne, avec l'autorisation de cette dernière. <p>4) Non consolidé, sauf pour les cas indiqués au point 3) ci-dessus</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Non consolidé, sauf pour les cas indiqués au point 3) de la colonne n° 1 concernant ce sous-secteur</p> <p>4) Non consolidé, sauf pour les cas indiqués au point 3) de la colonne n° 1 concernant ce sous-secteur</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
H. Spéculation sur les marchés monétaires	1), 2), 3) et 4) Comme pour le sous-secteur C	1), 2), 3) et 4) Comme pour le sous-secteur C	
I. Gestion d'actifs, par exemple gestion de portefeuille ou de liquidités, toutes formes de gestion d'investissement collectif, gestion de fonds de pension et services fiduciaires	1), 2), 3) et 4) Comme pour le sous-secteur C	1), 2), 3) et 4) Comme pour le sous-secteur C	
J. Services de règlement et de compensation afférents à des actifs financiers, y compris valeurs mobilières, produits dérivés et autres instruments négociables	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Non consolidé, sauf pour la prise de participation dans une société koweïtienne autorisée à exercer les activités mentionnées ci-contre, à condition que la participation étrangère (autre que de ressortissants de pays du Conseil de coopération du Golfe) ne dépasse pas 49 pour cent du capital de la société</p> <p>4) Non consolidé, sauf pour le cas indiqué au point 3) ci-dessus</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Non consolidé, sauf pour le cas indiqué au point 3) de la colonne n°1 concernant ce sous-secteur</p> <p>4) Non consolidé, sauf pour le cas indiqué au point 3) de la colonne n°1 concernant ce sous-secteur</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
K. Services de conseil et autres services financiers auxiliaires de toutes les activités énumérées à la section 1B du document MTN.TNC/W/50, y compris analyse et recherche financières, recherche en investissements et en placements et conseil en matière d'acquisitions, de restructurations et de stratégies d'entreprises	1), 2), 3) et 4) Comme pour le sous-secteur J	1), 2), 3) et 4) Comme pour le sous-secteur J	
L. Fourniture et transfert d'informations financières, et traitement de données financières et logiciels y relatifs, par les fournisseurs d'autres services financiers	<p>1) Non consolidé, sauf pour la fourniture et le transfert d'informations financières communiquées directement de l'étranger à des abonnés au Koweït</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Non consolidé, sauf pour la prise de participation dans une société koweïtienne autorisée à exercer les activités mentionnées ci-contre, à condition que la participation étrangère (autre que de ressortissants de pays du Conseil de coopération du Golfe) ne dépasse pas 49 pour cent du capital de la société</p> <p>4) Non consolidé, sauf pour les cas indiqués aux points 1) et 3) ci-dessus</p>	<p>1) Non consolidé, sauf pour le cas indiqué au point 1) de la colonne n°1 concernant ce sous-secteur</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Non consolidé, sauf pour le cas indiqué au point 3) de la colonne n°1 concernant ce sous-secteur</p> <p>4) Non consolidé, sauf pour les cas indiqués aux points 1) et 3) de la colonne n°1 concernant ce sous-secteur</p>	